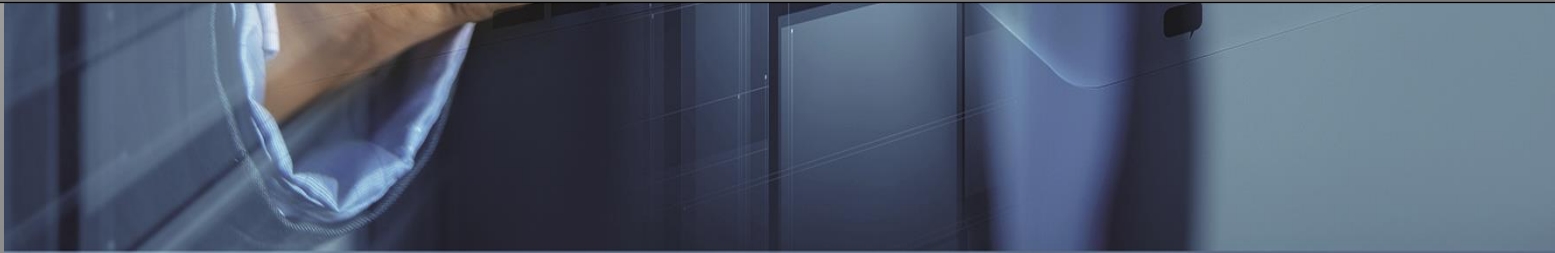




ETUDE SUR LE SECTEUR INFORMEL DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION



Février 2018

Table des matières

SIGLES ET ABREVIATIONS	2
Introduction	4
I APERCU SUR LE SECTEUR INFORMEL	4
I.1 Le secteur informel des TIC	4
II Méthodologie de collecte des données	5
II.1 Le recensement des entreprises informelles	5
II.1.1 Enquête informelle	6
III Résultats de l'étude	6
III.1 Résultats globaux	6
III.1.1 Secteur de la télécommunication	7
III.1.2 Secteur de l'informatique	7
III.1.3 Secteur de l'audiovisuel numérique	8
III.2 Caractéristiques des promoteurs	9
III.2.1 Une activité essentiellement masculine	9
III.2.2 Une forte présence de jeunes parmi les promoteurs	9
III.2.3 Des acteurs peu instruits	10
III.3 Caractéristiques des entreprises	10
III.3.1 Caractéristiques du lieu d'activité des sous-secteurs	10
III.3.2 La faiblesse de la tenue d'une comptabilité	11
III.3.3 Moyens de communication et utilisation des TIC diversifié	12
III.3.4 La dynamique économique des entreprises du secteur des TIC	12
III.3.5 Relations au crédit	13
III.3.7 Relations commerciales des unités informelles	14
III.4 Méconnaissance des textes réglementaires par les acteurs du système	15
III.5 Ressources humaines et emplois	15
III.6 Perspectives des entreprises informelles TIC	16
Conclusions et recommandations	17
ANNEXES	19

SIGLES ET ABREVIATIONS

SIGLES

DENOMINATION

AN	Assemblée Nationale
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
FMI	Fonds Monétaire International
IFU	Identifiant du Foncier Unique
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MDENP	Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes
PIB	Produit Intérieur Brut
PNDES	Plan National de Développement Economique et Social
RCCM	Régie de Commerce et
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication

Introduction

Au Burkina Faso, comme ailleurs en Afrique, il existe deux types d'entreprises : les entreprises formelles et les entreprises informelles. Les statistiques publiques révèlent le rôle prépondérant joué par le secteur informel dans la production de richesses. Ainsi, selon le rapport Perspectives Economiques Régionales publié par le FMI en octobre 2017, sa part varie en moyenne dans les économies africaines entre 25% et 65%.

En général, les entreprises du secteur informel sont de petites unités spécialisées, décentralisées et flexibles. Les activités habituelles du secteur informel recouvrent entre autres le travail non rémunéré dans une entreprise familiale, le travail occasionnel, le travail à domicile, la vente ambulante. Elles constituent souvent la seule possibilité de pourvoir aux besoins essentiels à leur survie.

Au Burkina, le secteur informel a représenté 20,7% de la valeur ajoutée du secteur tertiaire en 2015 selon les données de l'IAP. Les domaines d'activité dans lesquels exercent les entrepreneurs de ce secteur sont variés. Ils concernent le commerce de détail, l'artisanat, les services marchands dont ceux relatifs au secteur des TIC. En effet, depuis le début des années 2000, on a noté une prolifération d'activités liées à la société de l'information. Le présent rapport définit les caractéristiques des entreprises du secteur informel des TIC.

I APERCU SUR LE SECTEUR INFORMEL

"Le secteur informel peut être décrit, d'une façon générale, comme un ensemble d'unités produisant des biens ou des services en vue principalement de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées. Ces unités ayant un faible niveau d'organisation, opèrent à petite échelle et de manière spécifique, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production. Les relations d'emploi lorsqu'elles existent sont surtout fondées sur l'emploi occasionnel, les liens de parenté ou les relations personnelles et sociales plutôt que sur des accords contractuels comportant des garanties en bonne et due forme".

L'une des approches pour circonscrire le secteur informel consiste à envisager la situation des entreprises vis-à-vis du cadre juridique et administratif en vigueur, et à définir le secteur informel comme étant constitué d'entreprises qui ne respectent pas ce cadre d'une façon ou d'une autre.

I.1 Le secteur informel des TIC

Le secteur informel des TIC regroupe l'ensemble des unités économiques qui ne sont pas reconnues légalement par l'Etat (qui ne possèdent pas de numéro IFU, RCCM) et ne sont pas enregistrées auprès de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale. Les activités suivantes relèvent des TIC :

Tableau 1: Inventaire des activités télécom/TIC

Télécommunications	Informatique et internet	Audio-visuel numérique
<ul style="list-style-type: none">- Vente de cartes/ recharge d'unités,- Ventes de téléphones/accessoires- Ventes d'antennes/	<ul style="list-style-type: none">- Vendeurs d'accessoires informatiques- Bureautique	<ul style="list-style-type: none">- Distributeur de programme télé- Vente d'équipements audiovisuels

<ul style="list-style-type: none"> - Maintenances et entretien - Décodage/flash de téléphones portables, - Chargeur de téléphone - Transfert d'argent et le paiement de facture. 	<ul style="list-style-type: none"> - Ventes d'équipements informatiques - Vente de logiciel et conception de site web - Gravage, location, vente CD, DVD, VCD - Service conseil 	<ul style="list-style-type: none"> - Ventes d'accessoires des produits de l'audiovisuel - Maintenance et entretien - Photographie et reportage - Réparation d'appareils télévisuels
--	---	---

Les acteurs suivants ne sont pas pris en compte :

- les vendeurs ambulants de terminaux mobiles (téléphones mobiles, smartphones, ...) et accessoires (clés USB, écouteurs,..) ;
- les centres d'accès communautaires d'accès à internet (cybercafés) ;
- Vendeurs de crédits téléphoniques sans emplacement fixe.

II Méthodologie de collecte des données

L'enquête auprès des unités économiques du secteur informel s'est déroulée en deux phases : le listage ou recensement des entreprises informelles et la collecte auprès d'un échantillon tiré des unités recensées pendant la première phase.

II.1 Le recensement des entreprises informelles

La limitation des ressources financières et humaines allouées à l'activité a conduit l'équipe de coordination de l'enquête à faire le choix de sept localités urbaines que sont : Ouagadougou, Bobo Dioulasso, Dedougou, Pouytenga, Dori, Tenkodogo et Koudougou.

Le choix de ces localités s'est fait selon la typologie des villes définies par le Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2006 (RGPH). Cette classification subdivisait le paysage urbain national en :

- Grande ville : Ouagadougou et Bobo Dioulasso ;
- Villes moyennes : Dédougou, Fada N'Gourma, Koudougou, Banfora, Ouahigouya, Koupèla, Diébougou, Diapaga, Gaoua, Kaya, Gorom-Gorom, Dori....
- les petites villes : Kongoussi, Yako, Sebba, Pouytenga, Pô, Tenkodogo, Nouna,...
- les autres petites villes : Batié, Pama, Bogandé, Djibo, Gourcy,

En utilisant cette typologie, nous avons fait le choix suivant :

- Grande ville : Ouagadougou et Bobo Dioulasso ;
- Ville moyenne : Dédougou, Koudougou, Dori,
- Les petites villes : Tenkodogo, Pouytenga.

Pour cette opération, une quarantaine d'enquêteurs a été déployée dans ces villes sur une période d'une dizaine de jours. Répartis dans les différents secteurs de ces villes, ils ont sillonné les différentes rues munis de cartes pour repérer les différentes unités informelles. Le canevas utilisé pour le listage comprenait les rubriques comme : l'emplacement de l'entreprise, les activités pratiquées, les informations sur le promoteur (sexe, âge, coordonnées téléphoniques, ...).

A l'issue de cette opération, on a abouti aux résultats suivants :

Tableau 2 : Répartition des unités dénombrées selon la localité

Villes	Nombre d'unités dénombrées
Ouagadougou	1717
Bobo Dioulasso	736
Dédougou	68
Koudougou	220
Dori	23
Tenkodogo	65
Pouytenga	91
Total	2920

Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

II.1.1 Enquête informelle

Après le listage, la seconde étape a consisté à faire un échantillonnage des unités dénombrées. Pour ce faire, deux sous-populations ont été constituées. Ce sont :

- la sous- population des grandes villes Ouagadougou et Bobo Dioulasso ;
- la sous-population des autres villes.

Dans chacune des sous-populations, un tirage stratifié a été effectué respectivement selon le type d'activité et selon la localité. Ainsi, pour la seconde phase, le bilan se présente comme suit :

Tableau 3 : Répartition des unités échantillonnées selon la localité

Villes	Nombre d'unités prévues	Nombre d'unités effectivement enquêtées
Ouagadougou	280	241
Bobo Dioulasso	114	84
Dedougou	15	15
Koudougou	45	45
Dori	6	5
Tenkodogo	14	14
Pouytenga	20	20
Total	494	424

Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

Le taux de réponse est de 85,8%.

Outils de collecte et mode de collecte

Les données ont été collectées en utilisant un questionnaire secteur informel qui contient des rubriques comme les caractéristiques du promoteur, de l'unité économique, les activités menées et les difficultés rencontrées.

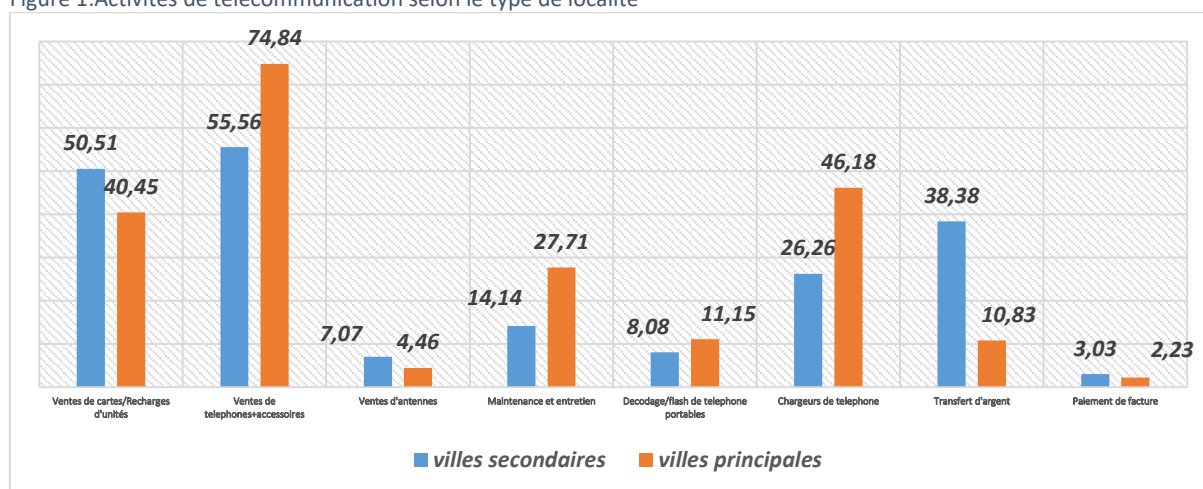
Le questionnaire a été déployé sur les appareils mobiles (smartphones, téléphones Android, tablettes, ...) via l'application CsEntry. Les données ainsi collectées ont été transférées vers SPSS. Un programme de contrôle de qualité a permis de détecter et corriger les incohérences

III Résultats de l'étude

III.1 Résultats globaux

III.1.1 Secteur de la télécommunication

Figure 1: Activités de télécommunication selon le type de localité

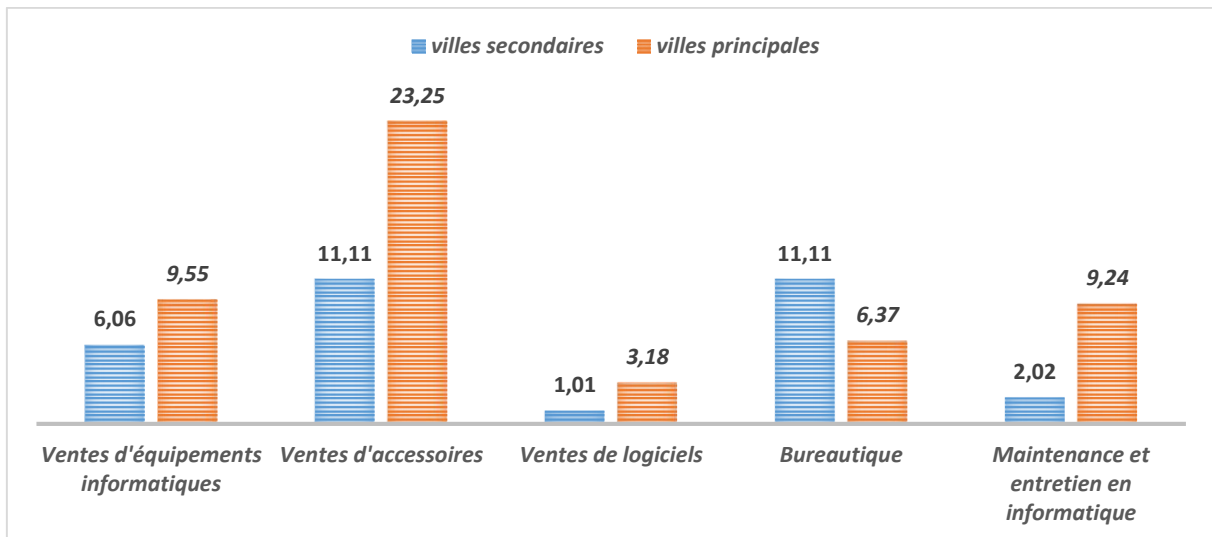


Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

Le secteur des télécommunications est dominé par des vendeurs de crédits de recharge (50,51% dans les villes secondaires et 40,45% dans les villes principales), de téléphones portables et d'accessoires (55,57% pour les villes secondaires et 74,84% pour les villes principales). La troisième place revient à l'activité de transfert d'argent qui réalise des taux de 26,26% pour les promoteurs des villes moyenne et 46,18% pour les villes principales. Ce dernier prend son ascendance en se classant devant l'activité de la maintenance en télécommunication. Cette activité joue un rôle important dans la vie économique au Burkina Faso vu la transaction financière qu'elle opère et facilite pour les agents économiques.

III.1.2 Secteur de l'informatique

Figure 2 : activités du secteur de l'informatique selon le type de localité

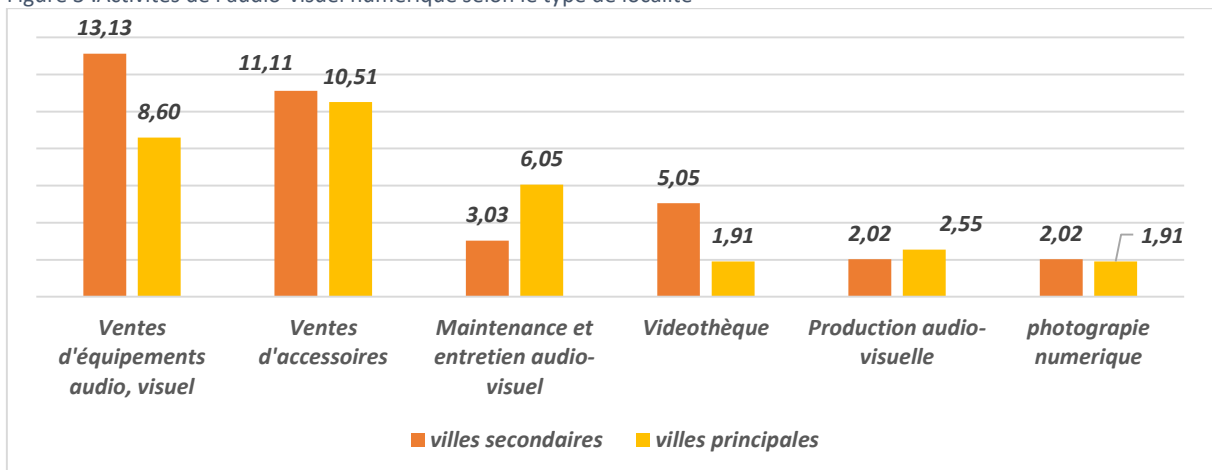


Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

Le secteur de l'informatique et l'internet est dominé par des vendeurs d'accessoires informatiques (23,5% des villes principales et 11,11% dans les villes secondaires), suivi de la bureautique (6,37% dans les villes principales et 11,11% villes secondaires) et les ventes d'équipements informatiques occupent la troisième place (9,55% proviennent des villes principales et 6,06% des villes secondaires).

III.1.3 Secteur de l'audiovisuel numérique

Figure 3 : Activités de l'audio-visuel numérique selon le type de localité



Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

Quant à l'audiovisuel numérique, les activités les plus en vogue sont la vente d'équipements audiovisuels, d'accessoires des produits de l'audiovisuel, la maintenance et l'entretien.

III.2 Caractéristiques des promoteurs

III.2.1 Une activité essentiellement masculine

Tableau 4 : Répartition par sexe par catégorie de localité

	sexe		
	masculin	féminin	Total
villes moyennes	92,93%	7,07%	100%
villes principales	98,3%	1,7%	100%

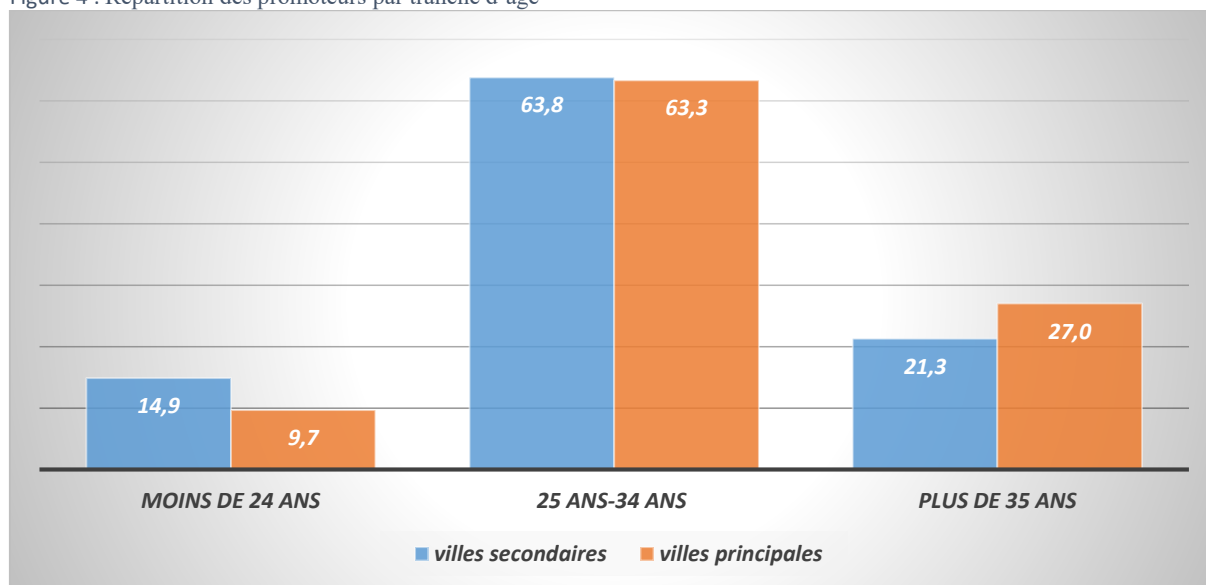
Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

De façon générale, on constate que les femmes et les hommes qui exerçant dans le secteur informel dans sa globalité ont approximativement le même poids. Cependant, il ressort de la présente étude que les promoteurs (hommes) représentent la plus grande partie soit 92,96% contre 7,07% de promotrices (femmes).

Pourtant, une étude similaire mené par YAMPOUKRI en 2011, révélait que les femmes occupaient 14% du secteur des TIC ce qui semble révéler une régression considérable de la proportion des promotrices d'entreprises dans ce domaine.

III.2.2 Une forte présence de jeunes parmi les promoteurs

Figure 4 : Répartition des promoteurs par tranche d'âge



Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

L'âge moyen des promoteurs du secteur informel des TIC dans les deux types de localité se situe dans la tranche d'âge de 25 à 34 ans avec une moyenne de 31 ans ; cette tranche 25-34 ans concentre la plus grande partie des promoteurs soit environ 2/3 dans ces deux types de villes.

III.2.3 Des acteurs peu instruits

Tableau 5 : Répartition des acteurs du secteur des TIC par niveau d'instruction

	Aucun	Primaire	Secondaire générale	Secondaire technique	Supérieur	Formation professionnelle	Alphabétisation	Ecole coranique	Total
villes moyennes (%)	7,45	18,09	40,43	4,26	8,51	4,26	10,64	6,38	100
villes principales (%)	10	23,1	29,9	3,6	4,8	3,3	6,6	17,8	100

Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

Le tableau ci-dessus établit une répartition des promoteurs selon le niveau d'instruction et par catégorie de ville. En général, l'étude montre un faible niveau d'instruction des promoteurs. On note que 44,69% des promoteurs enquêtés dans les villes moyennes et 33,5% dans les villes principales ont un niveau d'étude secondaire générale ou technique, 18,09% des acteurs des villes secondaires et 23,1 % des villes principales ont un niveau d'étude primaire

S'agissant des acteurs du domaine TIC qui n'ont aucun niveau d'étude, ils représentent 10% des promoteurs des villes principales et 7,45% de ceux des villes secondaires.

Sur l'ensemble des acteurs enquêtés, l'étude révèle aussi une faible proportion des promoteurs qui ont un niveau supérieur d'étude soit 4,8 % des promoteurs des villes principales et 8,51% des villes secondaires

Concernant les acteurs qui ont reçu une formation de spécialisation dans le domaine des TIC, l'étude révèle que les promoteurs des villes principales et secondaires enregistrent respectivement des taux de 23,6% et 15,2%.

Deux principaux modes de formation pour les promoteurs ayant une certaine compétence en TIC sont par ordre d'importance la formation sur le tas et une la formation académique.

III.3 Caractéristiques des entreprises

L'analyse des données collectées montre que près 90% des entreprises des villes principales et aussi des villes secondaires sont à caractère individuel. La majorité des entreprises localisées dans les villes moyennes ont été créés entre 2000 et 2016 et près d'un cinquième (1/5) durant l'année 2016. Dans les villes principales, la période de fondation des unités informelles se situe dans la période 1997-2016 avec un nombre record d'unités (12,7%) qui sont venues à l'existence en 2013.

III.3.1 Caractéristiques du lieu d'activité des sous-secteurs

Tableau 6: Lieu d'activité selon le type d'activité

Quelle est l'activité principale de votre entreprise ?	
--	--

	Télécommunication	Informatique et internet	Audiovisuel numérique	Total
Atelier, boutique, kiosque	78,57	2,38	19,05	100,00
Poste fixe sur la voie publique	86,36	13,64	0,00	100,00
Poste improvisé sur la voie publique	100,00	0,00	0,00	100,00
Autre	75,00	0,00	25,00	100,00

Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

A la différence des entreprises formelles qui disposent en général d'un siège social construit dans un centre commercial et reconnu, les entreprises informelles des TIC semblent improviser leurs lieux d'activité.

En effet, la proximité avec la clientèle est la principale stratégie des promoteurs pour capter leur clientèle, ce qui engendre très fréquemment une occupation anarchique de l'espace ou de la voie publique.

Selon le type de local occupé et la localité, l'on obtient les résultats suivants :

- 57,1% de promoteurs des villes secondaires et 85,7% des promoteurs des villes secondaires ont des ateliers, boutiques ou kiosques ;
- 28,57% des promoteurs des villes secondaires et 11,8% des villes principales ont des postes fixes sur la voie publique et,
- 7,8% des promoteurs des villes secondaires et 2% des villes principales ont des postes improvisés sur la voie publique.

En outre, l'enquête révèle que dans les villes secondaires 83,84% des promoteurs disposent de leur propre local contre 78,6% dans les villes principales.

III.3.2 La faiblesse de la tenue d'une comptabilité

Tableau 7 : Répartition des comptes par ces deux régions

	Comment effectuez-vous vos comptes ?			Total
	Comptabilité écrite formelle	Notes personnelles	Ne fais pas de comptes	
villes secondaires (%)	3,03	74,75	22,22	100
villes principales (%)	9,5	59,1	31,4	100

Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

L'étude a montré que le secteur informel des TIC est caractérisé par une faible proportion des entreprises qui tiennent une comptabilité formelle. Dans les villes secondaires, seulement 3,03% des acteurs affirment tenir une comptabilité formelle. En lieu et place, 74,75% des promoteurs utilisent des notes personnelles, suivi de 22,22 % de promoteurs qui ne tiennent aucune forme de comptabilité.

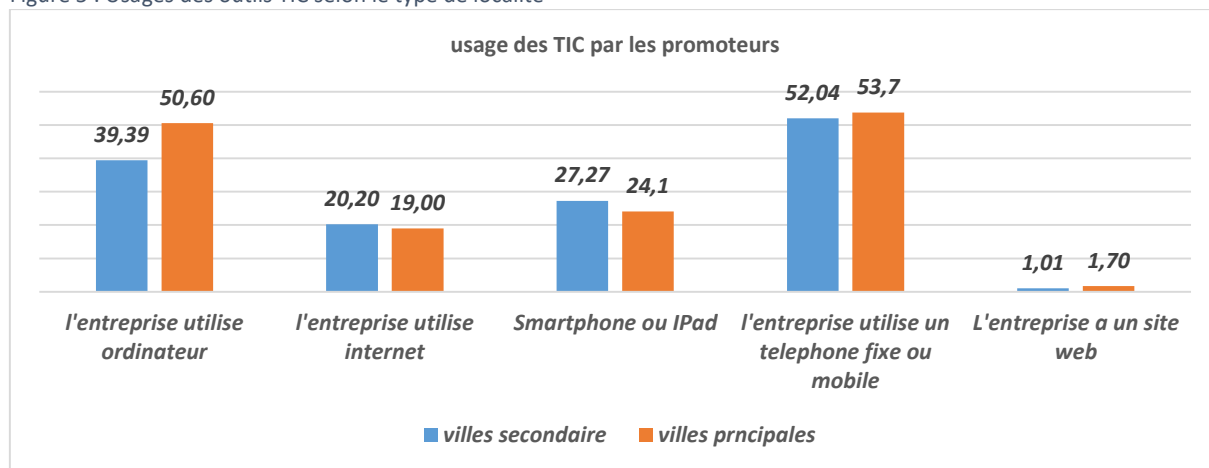
Dans les villes principales, 9,5% des acteurs du domaine adoptent une comptabilité formelle tandis que près d'un tiers (31,4%) des entreprises ne tiennent pas de compte. Ces résultats montrent une légère régression de la tenue de la comptabilité écrite formelle par rapport aux conclusions de l'étude conduite en 2011 par YUM PUKRI. Selon cette dernière, 11% des entreprises du secteur informel des TIC utilisaient une comptabilité formelle.

Par ailleurs, la tenue d'une comptabilité formelle semble liée au niveau d'instruction du promoteur. En effet, les promoteurs de près de deux tiers (2/3) des entreprises des grandes villes et la totalité des entreprises des villes secondaires tenant une comptabilité formelle ont au moins le niveau secondaire

Selon le secteur d'activité, l'étude révèle que dans les villes principales, le secteur de l'audiovisuel, avec 13% de ses entreprises, est le secteur utilisant le plus la comptabilité formelle. Dans les villes secondaires, seuls les acteurs du secteur de la télécommunication l'utilisent et ce, pour 1,28% de ces entreprises.

III.3.3 Moyens de communication et utilisation des TIC diversifié

Figure 5 : Usages des outils TIC selon le type de localité



Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

L'utilisation des outils de communication (téléphones portable, internet, ordinateurs, tablettes...) pour les activités du secteur informel des TIC montre une disparité entre les différents types existant. Par ordre décroissant et comme le dénote le graphe ci-dessous, les moyens les plus utilisés sont le téléphone, l'ordinateur et les appareils intelligents. Par contre, l'usage de internet est assez faible (autour de 20%) et la possession de site web est quasi inexistante.

En termes d'utilisation de l'ordinateur et de smartphones par les employés des unités sondées, il faut noter que le ratio nombre d'employés/nombre d'ordinateurs et Nombre d'employés/ Nombre de smartphone sont faibles. Ainsi, dans les villes principales, il s'élève respectivement à 2,5 et 5 tandis que dans les villes secondaires, il s'élève à 3,5 et 4,75.

Les boites postales et l'adresse électronique (email) sont des moyens de communication utilisés par les promoteurs ou le personnel pour des échanges de message. Les promoteurs de ces deux catégories de villes possèdent peu ces moyens de communication. Les boites postales et l'email sont respectivement utilisés par 2,2% et 7,5% des entreprises des villes principales et 1% des entreprises des villes secondaires utilise l'email et la boite postale. En général, dans le secteur informel des TIC les boites postales et l'email des promoteurs se confondent avec ceux des unités de production.

III.3.4 La dynamique économique des entreprises du secteur des TIC

L'appréhension de la dynamique du secteur a été appréhendée par l'analyse de l'évolution du chiffre d'affaires, la perception de la rentabilité de l'activité ainsi que celles des niveaux d'investissement.

Dans les villes secondaires, 62,11% des promoteurs ont vu leur chiffre d'affaires se stabiliser suivi de 26,32% pour lesquels il a évolué positivement. Par contre, 11,58% des entreprises ont vu la baisse de leur chiffre d'affaires.

Quant aux villes principales, 42,9% des entreprises ont vu leur chiffre d'affaires à la hausse, 37,2% stationnaire et 19,9% à la baisse.

En outre, les résultats de l'enquête montrent aussi que 63,92% des promoteurs des villes secondaires estiment que leur entreprise est rentable tandis que cette statistique atteint 64,12% dans le second type de localité. Par contre, 3,09% et 2,96% des promoteurs respectivement des villes secondaires et des villes principales affirment que leur activité n'est pas rentable.

Pour ce qui concerne les investissements réalisés au cours des trois dernières années, 47,7% de promoteurs des villes principales et 45,5% des villes secondaires affirment avoir investi. Parmi ceux qui ont pu investir, 68,72% des villes principales et 79,57% des villes secondaires trouvent que leur entreprise est très rentable ou rentable.

Tableau 8 : Répartition en moyenne des investissements selon la rentabilité de l'entreprise

	Vous considérez que votre entreprise est				
	Très rentable	rentable	peu rentable	pas du tout rentable	Total
	Moyenne	Moyenne	Moyenne	Moyenne	Moyenne
villes secondaires	1000000	969667	577778		882250
villes principales	3245064	1448013	1369281	1304597	1678885

Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

Selon le tableau ci-dessus, les promoteurs qui considèrent que l'entreprise est rentable ont le plus investi dans leurs activités. Les entreprises qui sont très rentables ont investi en moyenne 3 245 000 de frs CFA dans les villes principales et 1 000 000 F CFA dans les villes secondaires suivi de ceux qui pensent que l'activité est rentable qui ont investi en moyenne 1 448 000 F CFA dans les villes principales et 970 000 FCFA dans les villes secondaires.

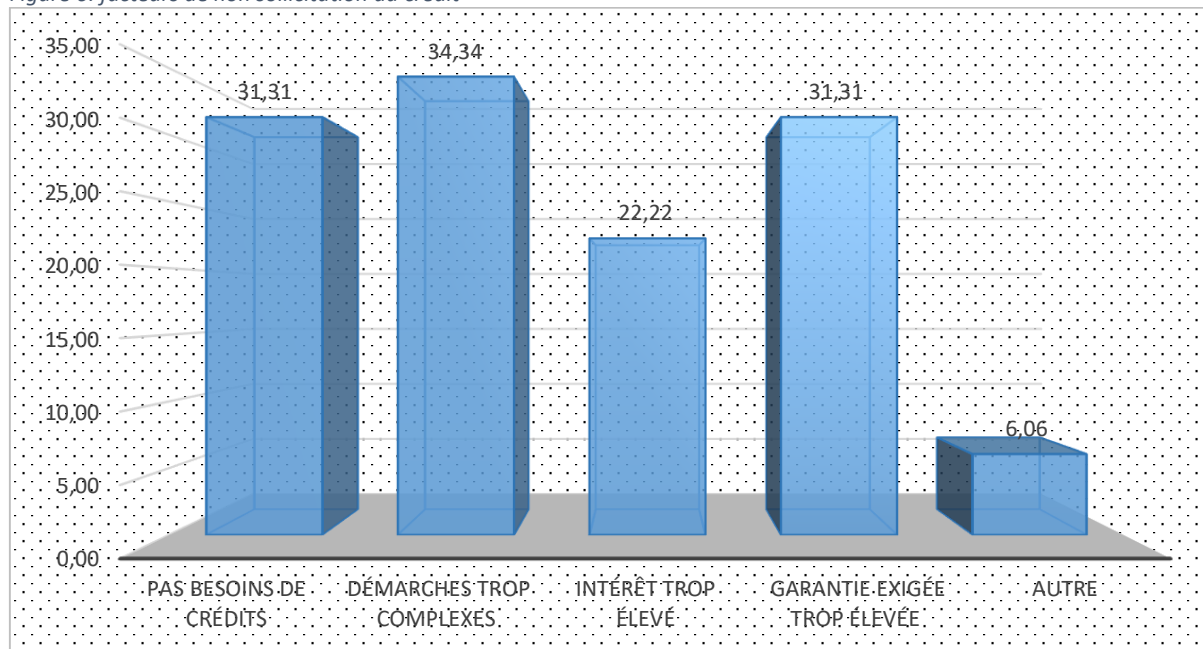
De façon générale, le coût d'investissement moyen réalisé par les entreprises en 2016 est estimé à 882 250 F CFA dans les villes secondaires et 1 678 885 F CFA dans les villes principales.

III.3.5 Relations au crédit

De nombreuses études ont montré que l'accès au financement est une contrainte majeure à la performance des entreprises au Burkina Faso. Ainsi dans les villes secondaires du Burkina Faso, près de 47% des promoteurs éprouvent des difficultés à financer leur propre activité. Cependant les acteurs du secteur informel des TIC manifestent peu d'intérêt à demander des crédits auprès des personnes physiques ou morales. Seulement 10,20% des promoteurs sondés ont déjà formulé une demande de crédit auprès d'une institution financière. Parmi les bénéficiaires des prêts remboursables, 52,38% des prêts proviennent des institutions de micro finance, 19,05% des banques commerciales et 14,3% des personnes physiques.

Quant aux facteurs explicatifs du faible taux de demande de crédit dans les villes secondaires, ce sont : la complexité des démarches (34,34%), la garantie exigée trop élevée par l'ensemble des structures financières (31,31%) et l'absence de besoin du crédit (31,31%). La situation est analogue dans les villes principales.

Figure 6: facteurs de non sollicitation du crédit



Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

III.3.7 Relations commerciales des unités informelles

Les échanges concernent la clientèle et les fournisseurs ainsi que le mode de paiement et le commerce via internet. Il faut préciser que les ménages constituent les principaux clients des entreprises du secteur des TIC pour 82,17% des unités des villes principales et 75,76% de celles des villes secondaires. En second position vient les détaillants pour 54,75% des entreprises des villes principales et 44,47% des entreprises des villes secondaires. En dernière position et pour les deux catégories on retrouve des structures du secteur informel

Le mode de paiement le plus utilisé par les clients auprès des entreprises est le paiement en espèces pour 99% des entreprises enquêtées dans les villes secondaires et 97% de celles des villes principales.

L'étude révèle que les clients utilisent de plus en plus le mode de transfert d'argent pour assurer le paiement des prestations fournies. Les autres moyens de paiement (chèque, crédit) sont embryonnaires.

Relativement à l'approvisionnement, la plupart des structures ont des fournisseurs locaux. Ces derniers sont constitués entre autre des entreprises du secteur TIC pour environ 1/3 des entreprises enquêtées

En ce qui concerne l'utilisation des outils de commerce électronique via l'utilisation de l'internet, il ressort que seulement de 3,5% des unités interrogées ont effectué des achats en ligne dans les villes principales contre 4,04% des structures informelles des villes secondaires.

L'utilisation des moyens de paiement mobile (Orange money, MOBICASH, ...) a concerné 57% des enquêtés

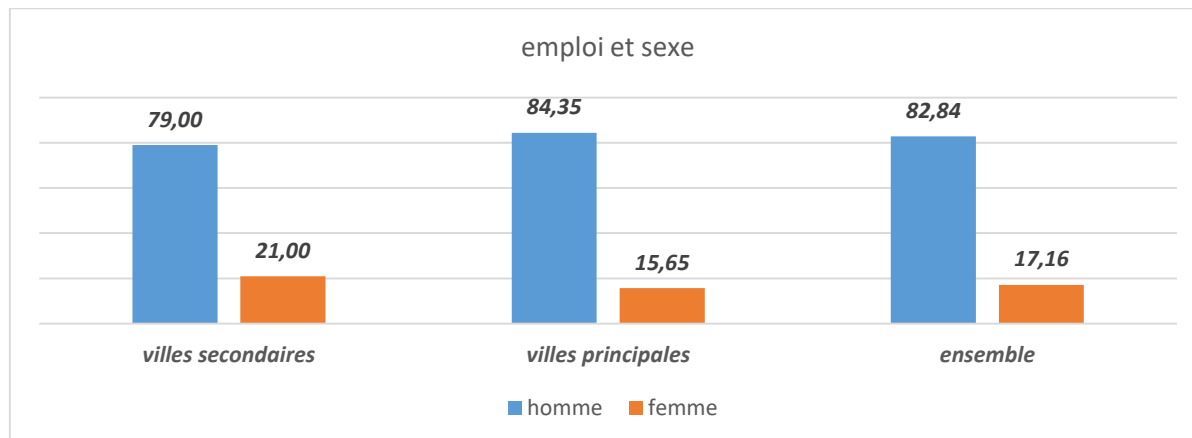
III.4 Méconnaissance des textes réglementaires par les acteurs du système

Sur ce point, l'enquête relève que 77% des promoteurs ne connaissent pas les textes réglementaires sur la création d'entreprises. Parmi les 23% des promoteurs ayant connaissance de ces dispositions légales, près de deux tiers désirent se constituer en entreprise formelle. Par ailleurs, parmi ces entreprises enquêtées, 11% des promoteurs des grandes villes et 4% des promoteurs des villes secondaires n'ont pas pu concrétiser leur désir de formalisation de leur structure. Les principales raisons qui justifient cet échec se déclinent comme suit :

- 91% des promoteurs des villes principales et la quasi-totalité des villes secondaires trouvent que le coût est très élevé ;
- 51,88% des promoteurs des villes principales et 50% des villes secondaires disent s'être confrontés aux démarches et aux procédures très complexes ;
- 43,61% des acteurs dans les principales villes et 75% de ceux des villes secondaires dénoncent la lourdeurs administratives
- Les facteurs du manque de temps chez les promoteurs et la corruption sont aussi des raisons explicatives de l'informalité des entreprises dans les grandes villes déplorées respectivement par 25,19% et 9,40% des acteurs des villes principales et secondaires

III.5 Ressources humaines et emplois

Figure 7 : Répartition par sexe des employés en pourcentage selon la région



Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

L'exercice d'une activité dans le secteur informel constitue un palliatif au problème du chômage ou de l'inactivité. Au plan national, il ressort que 195,2% des actifs occupés exercent une activité principale dans le secteur forme. Cette statistique s'élève à 99,2% dans le milieu rural et 80,7% dans le milieu urbain.

Pour cette étude, il faut note que la majorité des emplois créés par les entreprises des TIC est occupée par des hommes.

¹ Résultats de l'enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel (ENESI 2015) ;

le domaine de l'informatique est le secteur qui emploie le plus de femmes avec 28,17% suivi de la télécommunication avec 15,75% et 4,55% pour l'audiovisuel.

Enfin il faut noter que le nombre d'emplois moyens dans les unités informelles vaut 1,48 dans les grandes villes et 1,81 dans les villes secondaires. En outre, plus de huit entreprises ont au plus 2 employés dans les deux catégories de villes.

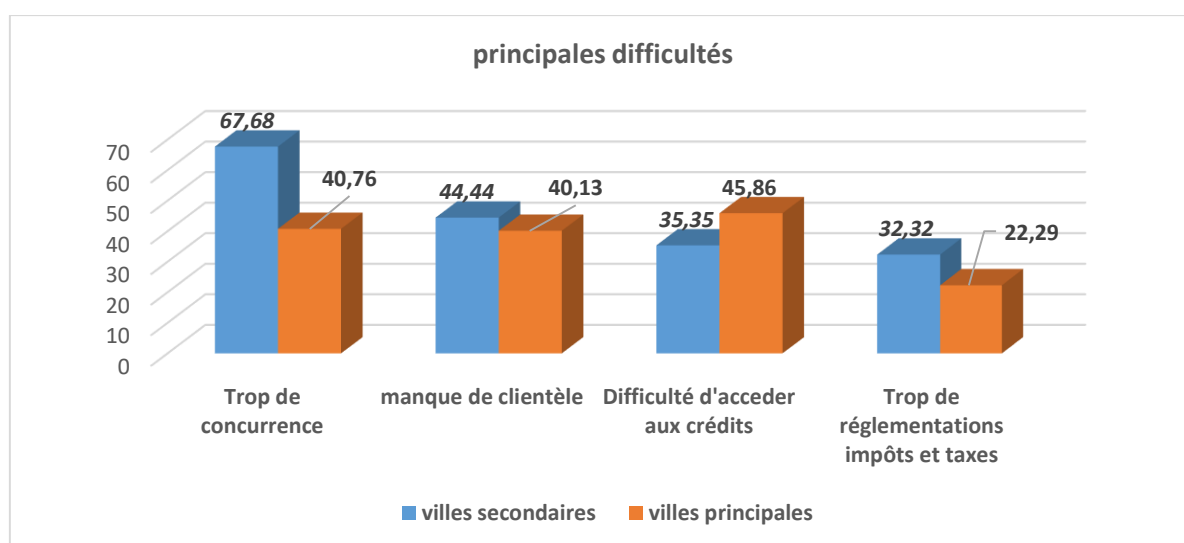
III.6 Perspectives des entreprises informelles TIC

En termes de perspectives :

- 92,93% des promoteurs dans les villes secondaires et 96,73% dans les villes principales pensent que le secteur a un avenir promoteur d'ici trois ans ;
- 64,65% des entreprises dans les villes secondaires et 82,9% dans les villes principales envisagent accroître l'effectif de leurs employés d'ici trois ans de 4 employés par entreprises dans les villes principales et de 3 employés dans les villes secondaires ;
- Certaines entreprises ont pour ambition de conquérir d'autres marchés dans le but d'accroître la rentabilité de leur chiffre d'affaires. Les marchés concernés sont le marché national pour 45,5% des entreprises dans villes principales et 24,2% des villes secondaires ; quant au marché international il est courtisé par 19,1% des entreprises issues des villes principales et 5,1% de celles des villes secondaires.

➤ Difficultés rencontrées

Figure 8 : Type de difficultés rencontrées selon la localité



Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

Les principales difficultés rencontrées par les entreprises sont :

- la forte concurrence évoquée par 67,68% des entreprises des villes secondaires et 40,76% de celle des villes principales ;
- le manque de client soutenu par environ 2/5 des entreprises sondées;
- les difficultés d'accès aux crédits avancées par 35,35% des entreprises des villes secondaires et 45,86% de celles des villes principales ;

- la lourdeur administrative et la pression fiscale citée par environ ¼ des entreprises.

Conclusions et recommandations

Il ressort de cette étude que le secteur informel contribue à la réduction du chômage. Il emploie cependant, plus d'hommes que de femmes du fait du niveau d'instruction et de technicité minimum requis pour entreprendre ou servir dans ce secteur. En outre, la plus grande proportion des promoteurs dans ce secteur est relativement jeune et en plus marié.

Le secteur informel des TIC est marqué par le caractère national de ces acteurs, une forte occupation anarchique de la voie publique par ces activités, le faible niveau de ses investissements.

En plus, le secteur informel favorise l'écoulement des produits sur le territoire national. Cependant, la majorité de ses acteurs ignore les procédures de formalisation de leurs entreprises.

Concernant le commerce électronique, l'étude a révélé que plus des deux tiers (2/3) des enquêtés utilisent Orange Money ou MOBICASH dans leurs transactions commerciales. Une faiblesse importante existe néanmoins quant à l'utilisation de l'Internet dans les procédures d'achat et de vente en ligne.

Au terme de cette étude, nous formulons les recommandations suivantes :

- Sensibiliser les promoteurs sur la nécessité de formaliser leurs entreprises et vulgariser les conditions de formalisation.
- Faciliter l'accès aux crédits adaptés qui tiennent compte de la particularité de leur activité et encourager l'entreprenariat féminin dans les secteurs des TIC.
- Créer des marchés spécifiquement TIC dans les différentes villes dans le but de mieux organiser ce domaine.

ANNEXES

Tableau 9 : Perspectives des entreprises sondées selon le type de localité

	Pensez-vous qu'il y a un avenir pour un établissement comme le vôtre d'ici à 3 ans		
	oui	non	Total
villes secondaires	92,93	7,07	100,00
villes principales	96,73	3,30	100,00

Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

Tableau 10 : Perspectives de recrutement selon le type de localité

	Avez-vous l'intention d'accroître l'effectif de vos employés d'ici 3 ans ?			
	oui	non	Peut être	total
villes secondaire	64,65	15,15	20,20	100,00
villes principales	82,92	5,60	11,38	100,00

Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

Tableau 11 : Régime d'entreprise selon le type de localité

	individuel	Association	autre	Total
Villes secondaires	89,9	10,1	0	100
Villes principales	89,8	9,0	1,2	100,0

Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

Tableau 12 : Emplacement de l'unité informelle selon le type de localité

	Atelier, boutique, kiosque	Poste fixe sur la voie publique	Poste improvisé sur la voie publique	autre	Total
villes secondaires	57,1	28,6	7,8	6,5	100,0
villes principale	85,7	11,8	2,0	,4	100,0

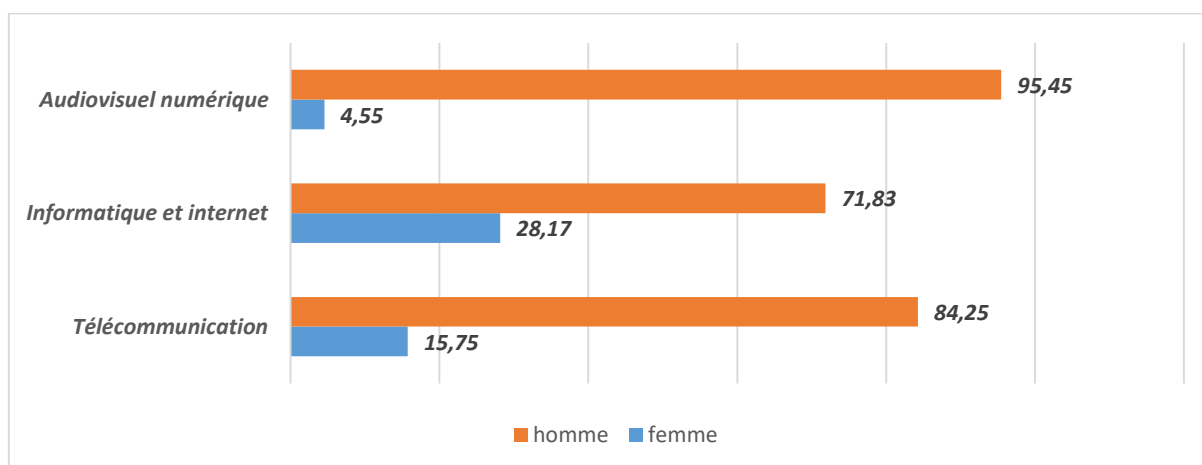
Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

Tableau 13 : Tableau croisé de la Connaissance des conditions de création d'une entreprise et de la volonté de l'enquêté à enregistrer son entreprise auprès de l'Etat

		Connaissez-vous les conditions de création d'une entreprise ?		Total
		oui	non	
Êtes-vous prêt à enregistrer votre entreprise auprès de l'Etat	oui	66,9%	48,0%	52,6%
	non	8,5%	20,0%	17,2%
	je ne sais pas	16,5%	32,0%	28,3%
	Non applicable	8,1%		2,0%
Total		100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

Figure 9 : Répartition par sexe des employés selon la branche d'activité



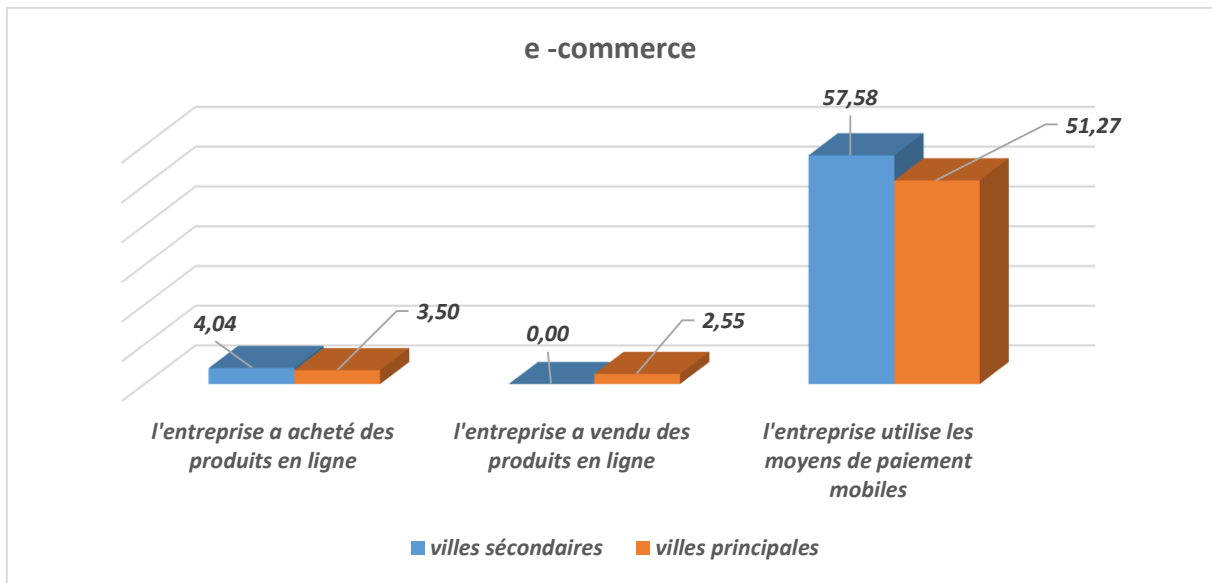
Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

Tableau 14 : Moyen de paiement selon la localité

	la liquidité	cheque	crédits	transfert d'argent
Villes secondaires	98,99	3,03	14,14	38,38
Villes principales	97,13	4,14	23,57	28,98

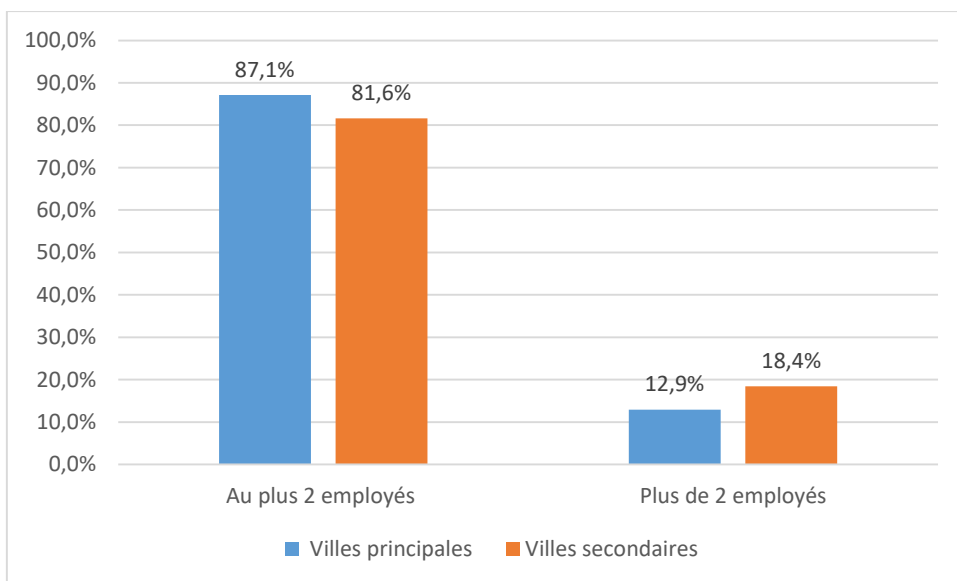
Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

Figure 10 : Usage du e-commerce selon la localité



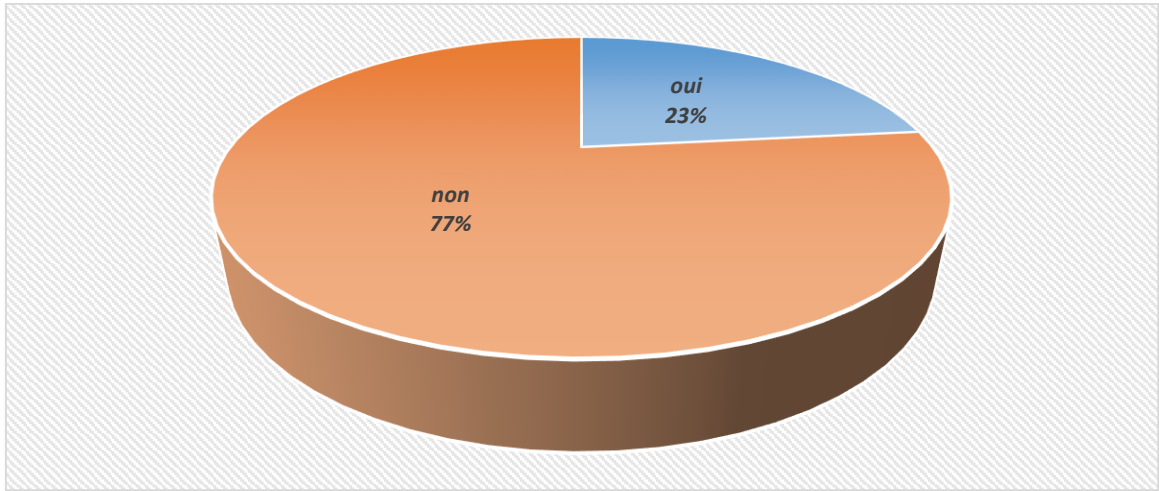
Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

Figure 11 : Nombre d'employés selon le type de localité.



Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017

Figure 12 : Conditions de création d'une entreprise en 2016



Source : Enquête cartographie des entreprises, MDENP 2017